



CTPM du 1^{er} Juin 2011

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Lors du Comité Technique Paritaire Ministériel du 21 mars dernier, FO Finances avait sous la forme d'une adresse aux ministres de Bercy, fait une déclaration liminaire indiquant que la situation dans les services des ministères était explosive, au bord de la rupture.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette dernière n'a pas semblé heurter la sensibilité des ministres, peut-être même n'ont ils pas pris la peine d'en prendre connaissance!

Il va sans dire que cette situation dans les services n'a guère évoluée, les ministres s'obstinant délibérément à refuser d'apporter la moindre réponse concrète à l'amélioration des conditions de travail de leurs agents et encore moins à leurs préoccupations financières.

Non seulement les ministres (celui de la Fonction Publique en premier lieu) n'ont pas pris la peine d'apporter la moindre réponse, mais ils ont même confirmé la cure d'austérité infligée aux agents, en confirmant le gel des traitements pour les années 2011 et 2012, du jamais vu !

Dans le même temps, dans la lettre de cadrage budgétaire pour 2012, le Premier Ministre a confirmé la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et figé l'évolution de la dépense publique.

En projetant, d'inscrire dans la Constitution la règle d'or d'équilibre des finances publiques, il s'en trouvera bien ici ou là, certains qui se paieront le culot de juger la pourtant légitime revendication d'augmentation des traitements inconstitutionnelle !!

Dans ce contexte, FO Finances aurait pu tout simplement se contenter d'un copier-coller de sa déclaration du 21 mars : « vos agents n'en peuvent plus ! La mise en place de la RGPP, de la REATE et le fardeau des suppressions d'effectifs, génèrent dysfonctionnements et désorganisations des services, ce à quoi il faut ajouter les applications informatiques inopérantes, qui plongent les agents des ministères de Bercy dans une effroyable détresse.

Pour FO Finances, il n'est jamais trop tard pour se rendre compte que l'on commet des erreurs. C'est pourquoi, elle exige l'arrêt immédiat des mesures RGPP, l'arrêt immédiat des suppressions d'effectifs et un premier geste significatif qui passe par l'annonce d'une augmentation de la valeur du point d'indice et la revalorisation sans délai du barème des frais

de déplacement. »

Pourquoi diantre, faut-il que les ministres attendent que l'exaspération chaque jour plus criante des agents se transforme en conflit ? Car bien évidemment, au lendemain d'une première journée de mobilisation (31 mai), inévitablement la colère monte et finira par s'exprimer massivement.

C'est dans ce cadre que se tient le Comité Technique Paritaire Ministériel essentiellement consacré à l'organisation des prochaines élections des représentants aux Commissions Administratives Paritaires, Commissions Consultatives Paritaires et Comités Techniques ; fixées au 20 octobre 2011.

FO Finances reviendra spécifiquement sur ce dernier point lors de son évocation dans le déroulé de l'ordre du jour.